

Objektyp: **Issue**

Zeitschrift: **Schweizerische Kirchenzeitung : Fachzeitschrift für Theologie und Seelsorge**

Band (Jahr): - **(1902)**

Heft 45

PDF erstellt am: **16.07.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Kirchen-Zeitung

Abonnementspreise: Franko durch die ganze Schweiz: Jährlich Fr. 6. —, halbjährlich Fr. 3. —; Ausland (inkl. Frankatur): Fr. 9. — pro Jahr.

Verantwortliche Redaktion:
A. Meyenberg, Can. et Prof. theol. in Luzern.

Er erscheint jeden Freitag

Verlag und Expedition:
Räber & Cie., Buchdruckerei u. Buchhandlung, Luzern.

Le Manifeste de l'Episcopat français.

PÉTITION

à Messieurs les sénateurs et Messieurs les députés, en faveur de la demande d'autorisation faite pour les congrégations.

(Suite. *)

V.

Cette unité morale, que tous les bons Français désirent et dont la France a tant besoin, semblait, à une époque encore récente, devoir se réaliser. Les hommes qui, par leur talent et leurs actes, ont le plus contribué à la fondation de la république, déclaraient que l'ère des représailles était close; qu'elle devait désormais s'inspirer de cet esprit généreux et libéral qui convient aux vainqueurs; qu'elle devait être ouverte à toutes les bonnes volontés.

Déjà Léon XIII, le Pontife pacificateur, avait, autant qu'il dépendait de lui, provoqué cette réconciliation. Pour le faire, il lui avait suffi de proclamer, à l'heure opportune, la doctrine traditionnelle du Saint-Siège. Il rappela aux catholiques que l'Église, qui, au cours de sa longue et tragique histoire, à connu des jours malheureux sous tous les régimes politiques, n'en proscribit en principe, aucun. Il leur demanda d'accepter sans arrière-pensée celui que, depuis plus de trente ans, le peuple français en majorité s'est donné à lui-même par ses suffrages réitérés, et qui est devenu le gouvernement national. En proclamant cette vérité, Léon XIII ne sortait pas de ses attributions; car il résolvait un cas de conscience posé par les événements eux-mêmes.

Loin d'exiger en cela que les catholiques abdiquassent leurs justes revendications, il les encourageait au contraire, il indiquait le seul terrain où nous pouvons les faire entendre et contracter les alliances nécessaires: le terrain constitutionnel. En choisir un autre, c'eût été livrer l'Église de France à des représailles d'autant plus redoutables que, pour les justifier, on n'eût pas manqué d'invoquer devant l'opinion publique la nécessité de se défendre contre des ennemis irréconciliables, obstinément rebelles à la volonté du pays. Sous la double influence dont nous venons d'évoquer le souvenir, les adhésions à la république, en se multipliant, réduisirent à une minorité, chaque jour moins importante, l'opposition anticonstitutionnelle.

Nous n'avons pas à rappeler, ici, les événements qui ont ranimé les hostilités; mais nous devons constater que la lutte n'a pas mis en cause l'existence de la république. M. le prési-

dent de la république constatait naguère que, au cours des dernières élections, elle ne s'était produite presque nulle part en dehors du terrain constitutionnel, et M. Waldeck-Rousseau déclarait que le péril n'existait plus. La république n'a plus rien à craindre, semble-t-il, que de ses excès; et, du jour où ceux qui la représentent et la gouvernent accordaient la liberté à tous leurs concitoyens, ils la rendraient inattaquable.

Quoi qu'il en soit, si la république courait en ce moment des périls, ils ne lui viendraient pas des congrégations religieuses; leurs adversaires le reconnaissent inconsciemment lorsque, exagérant d'ailleurs l'action et le développement progressif de ces congrégations, ils l'attribuent surtout aux trente dernières années marquées également par la fondation et l'affermissement de la république en France. Cette coïncidence ne prouve-t-elle pas que les congrégations ont été innocentes de la lutte qu'on leur reproche, ou que si, par exception, quelques-unes s'y étaient véritablement essayées, elles auraient été bien impuissantes. Quoi qu'on imagine, au reste, il sera difficile de transformer en parti politique ces jeunes filles, ces femmes venues de toutes les classes sociales, pour offrir leur dévouement à qui veut y faire appel, et qu'absorbent chaque jour et à chaque heure leurs humbles fonctions de gardes malades, d'infirmières, d'institutrices.

VI.

L'enseignement donné dans nos collèges ou dans nos pensionnats religieux ne saurait davantage être accusé de propagande politique. Le nombre et la variété des élèves à qui il est donné, et dont un grand nombre appartient à des familles notablement républicaines, y seraient à eux seuls un obstacle. Aussi bien, ces établissements sont ouverts à vos inspecteurs. Les représentants les plus autorisés de l'enseignement libre, quand ils furent interrogés devant la commission chargée de préparer les réformes de l'enseignement secondaire n'hésitèrent pas à accepter en principe un contrôle dont ils n'ont rien à redouter. De plus, l'expérience a prouvé, et chaque jour encore elle démontre que ce n'est ni à l'école, ni au collège, mais plus tard, sous d'autres influences et en d'autres milieux, que se forment et s'affermissent les convictions politiques.

Il vous suffira, Messieurs, d'évoquer vos souvenirs et de regarder dans vos rangs pour vous en convaincre. Une seule chose, à notre avis, pourrait surexciter chez nos enfants et nos jeunes gens, les préoccupations politiques ordinairement superficielles et éphémères à cet âge: ce serait la détermination que quelques-uns vous demandent de prendre et qui consisterait à leur imposer, contre le gré de leurs familles et leurs propres attrait, un enseignement suspect et odieux, par cela même qu'ils devraient le subir. Cet enseignement, obligatoire dans un sens nouveau,

*) Wir glauben im Interesse der Sache zu handeln, wenn wir dieses wichtige Aktenstück heute zum Abschluss bringen. D. R.

diviserait prématurément la jeunesse française et introduirait dans nos lycées et dans nos collèges la guerre intestine. d'autant qu'il laisserait aux parents, molestés dans leur conscience, mille moyens de le discréditer dans l'esprit de leurs fils.

VII.

La prétendue ingérence des congrégations religieuses et, en général, du clergé dans le domaine politique, ne saurait jamais, en ce pays et au sein de cette génération ; constituer un péril assez grave pour sacrifier, avec la liberté et l'égalité de tous devant la loi, les principes mêmes et la raison d'être du gouvernement républicain. Nous ne faisons aucune difficulté de l'avouer, l'opinion publique est presque universellement contraire à cette ingérence et y oppose un obstacle cent fois plus efficace que ne sauraient l'être toutes les répressions légales et illégales : cela doit rassurer les plus timorés à cet égard. Partout, mais plus particulièrement dans les masses populaires, l'on rencontre cette appréhension ombrageuse et presque malade des usurpations de l'Église et de ses représentants dans la région et sur les droits réservés au pouvoir civil.

On est étonné de la retrouver à ce degré, au milieu même des populations les plus chrétiennes et les plus attachées à leurs prêtres. Par contre, les contrées où l'intervention du prêtre, au cours des luttes politiques, n'est pas plus funeste qu'utile au candidat de sa préférence, deviennent chaque jour plus rares et plus limitées. Aussi, quand, à l'encontre de certains conseils sans autorité comme ils sont sans expérience, nous recommandons à nos religieux et à nos prêtres la réserve et la discrétion en de telles luttes, ce n'est point seulement au nom de principes supérieurs que nous parlons, mais dans l'intérêt de la cause qu'ils compromettraient par une intervention inopportune. Cette disposition presque universelle de l'opinion publique ne laisse ni une raison, ni un prétexte à ceux qui invoquent le péril clérical pour obtenir contre nos religieux un décret de proscription.

VIII.

Il n'en faudrait pas conclure cependant que, en raison de cette disposition des esprits, tout peut être tenté avec succès contre l'Église catholique. Elle s'harmonise en effet dans l'âme populaire, et très logiquement, avec l'attachement profond et non moins universel à la religion des ancêtres. Nous parcourons chaque jour nos villes et nos campagnes ; partout, nous y constatons, à des signes non équivoques, l'indestructible vitalité du sentiment religieux et ses réveils là même où il pourrait sembler le plus éteint. Non seulement en ces vastes régions de l'Ouest, du Nord, du Sud-Ouest, où les pratiques religieuses sont si générales, mais dans les régions du Centre et du Sud-Est, qui sembleraient plus indifférentes et parfois hostiles, ceux qui consentiraient à y vivre et mourir sans religion, sans baptême et sans première communion pour leurs enfants, sans bénédiction nuptiale, sans funérailles religieuses, ne sont, comparés à la masse, qu'une insignifiante minorité. La preuve en est dans les pétitions suppliantes et parfois menaçantes dont nous sommes assaillis quand, çà et là, la pénurie des vocations sacerdotales nous oblige à priver de curé, pour un temps, l'une ou l'autre de ces paroisses.

Le jour où ces populations s'apercevraient que ce n'est pas l'Église qui s'ingère dans la politique, mais que ce sont les hommes politiques qui déclarent la guerre à la religion, leur attitude changerait. Jusqu'ici, ces intentions hostiles, là où elles existent, leur ont été d'ordinaire soigneusement dissimulées par

des silences, sous des déclarations rassurantes ou équivoques. Les faits, qui parfois contredisent ces déclarations, ont été limités à des questions peu accessibles à l'attention des classes populaires ou vers lesquelles elle n'est pas attiré. Pour la première fois les populations rurales viennent d'être troublées dans leurs traditions, par les premières expulsions de leurs religieuses. L'émotion menaçante qu'elles ont suscitée dans des contrées diverses, doit inspirer la prudence et la modération à tout homme d'État digne de ce nom et capable de prévoir.

IX.

Aussi bien, messieurs, en dehors des mesures violentes et provocatrices, une voie s'offre à la pacification, si vous estimez que la situation des congrégations religieuses en France n'a pas été suffisamment réglée, et qu'il importe de fixer les droits de l'État devant les légitimes épanouissement de la liberté. Les congrégations religieuses ne sont pas telles qu'on a voulu les représenter ou que les imaginent certains préjugés : une sorte de puissance indisciplinée et indépendante de la hiérarchie ecclésiastique. Les religieux, aussi bien que les simples fidèles, sont soumis, en principe, à cette hiérarchie souveraine ; et ils savent qu'ils doivent l'être, d'autant plus que, sur ce point fondamental, comme sur tous les autres, ils sont appelés à une plus grande perfection.

La soumission due au Souverain Pontife et aux évêques, seuls divinement établis pour gouverner l'Église de Dieu, doit dominer, sans la contredire et en la sanctionnant, l'obéissance qu'il doivent à leurs supérieurs immédiats. Cette autorité de l'Épiscopat, en tous cas subordonnée à celle du Souverain Pontife, reste pleine et sans réserve sur un très grand nombre de congrégations, celles de femmes en particulier. Sur d'autres, il est vrai, pour des raisons supérieures dont le Saint-Siège est juge, elle est limitée. Mais, il s'en faut que ces congrégations, dites exemptes, soient en toutes choses affranchies de l'autorité épiscopale. Leurs immunités sauvegardent la liberté de leur vie intime et de leur gouvernement intérieur.

Dans leur action extérieure et publique, elles ne sont et ne peuvent être que les auxiliaires du clergé séculier, et conséquemment elles demeurent dans une grande mesure sous notre dépendance. En de récentes instructions, le Saint-Siège a pris soin de déterminer les points importants où cette juridiction de l'Ordinaire est maintenue et doit s'exercer à l'égard de congrégations exemptes. Ces cas se réfèrent justement aux circonstances où un gouvernement jaloux de ses droits pourrait conserver quelque ombrage : « la fondation d'une maison dans le diocèse, les écoles publiques, les asiles, les hôpitaux et autres établissements de ce genre, la promotion de leurs sujets aux ordres, la prédication, l'administration des sacrements, la consécration des églises, l'érection des confréries ou congrégations pieuses, la publication des livres ».

Nous savons que des républicains éprouvés, qui attribuaient aux congrégations vis-à-vis de l'épiscopat une indépendance excessive et imaginaire, dont ils s' alarmaient, se sont déclarés surpris et satisfaits de ces déclarations. C'est avec ces réserves, mais dans cette large mesure, que le Saint-Siège, déférant aux exigences du gouvernement français, consentit à ce que les congrégations exemptes elles-mêmes se déclarassent soumises à la juridiction de l'Ordinaire.

Si donc des abus venaient à se produire au sein des congrégations religieuses, les évêques seraient là, conscients des limi-

tes, mais aussi de l'étendue de leurs droits, et ils ne les abdiqueraient pas au profit d'initiatives sans autorité. Il appartient au gouvernement de leur signaler ces abus, et d'en demander la réforme, s'il y a lieu, ainsi qu'il le fait en des occasions semblables, quand il s'agit du clergé paroissial. Déjà, dans la crise actuelle, les instructions et les sages conseils de l'épiscopat n'ont pas peu contribué à maintenir celles des congrégations qui vous demandent l'autorisation, dans une situation légale qui les a protégées jusqu'ici et qui ne donnerait, devant l'opinion publique, aucun prétexte à leurs proscripteurs.

Au cas où l'autorité épiscopale serait insuffisante, les relations officielles du gouvernement français avec le Saint-Siège lui laisseraient ouverte une autre voie conciliante, celle que Léon XIII, toujours respectueux du pouvoir civil, *souverain en son ordre*, lui offrait dans cette même lettre, où il défendait d'ailleurs éloquemment la cause des congrégations religieuses : « Passant sous silence, écrit-il, d'autres considérations que l'on fait au sujet des congrégations religieuses, nous nous bornons à cette importante remarque. La France entretient avec le Saint-Siège des rapports amicaux fondés sur un traité solennel. Si donc les inconvénients que l'on indique ont sur tel ou tel point quelque réalité, la voie est ouverte pour les signaler au Saint-Siège, qui est disposé à les prendre en sérieux examen et à leur appliquer, s'il y a lieu, des remèdes opportuns. »

Le Concordat, qui donna autrefois la paix religieuse à la France, pourrait encore aujourd'hui la lui garder, à la condition qu'il fût loyalement interprété et appliqué. Il reste ouvert, et le jour où un gouvernement fort et libéral, fidèle à de glorieuses traditions, entreprendrait de régler d'un commun accord avec Rome la situation des congrégations religieuses en France, les esprits les plus prévenus, s'ils étaient équitables, s'apercevraient que l'existence de ces instituts et leur légitime épanouissement sont compatibles avec tous les droits de l'État, sans qu'il soit nécessaire de leur immoler la liberté.

Ce sont, dans notre conviction, les conclusions définitives et pacificatrices au conflit qui nous divise. Puissent-elles prévaloir, afin de prévenir les luttes indomptables de la conscience que nous devrions soutenir et les réactions violentes qui s'annoncent et que nous voudrions épargner à notre pays ! Puissiez-vous, messieurs, avoir l'honneur de poser les prémisses de cette conciliation désirable, en accordant la liberté de la vie sociale à un si grand nombre de vos concitoyens qui l'attendent de votre justice et de votre prévoyance !

Stimmen aus Frankreich.

Gehaltssperre gegen Kardinal Perraud, Bischof von Autun. Da Combes sein Vorhaben, über alle für die Kongregationen petitionierenden Bischöfe die Gehaltssperre zu verhängen, nicht auszuführen wagt, schlägt er einen der hervorragendsten der Petenten, der in weiten Kreisen die Seele der katholischen Bewegung ist. Anlass gab eine glänzende Rede Kardinal Perrauds, die derselbe in Orleans zur Anniversarfeier Mgr. Dupanlous hielt. Ein Citat aus Dupanloup, das Kardinal Perraud in seine Rede einflocht, gibt nun Combes den Anlass zur Gehaltssperre. Wir geben am besten einige Stellen aus einem Leiter des *Novelliste de Lyon* vom 30. Oktober wieder:

„Dans le magnifique discours qu'il prononça à Orléans sur Mgr. Dupanloup dont on célébrait l'anniversaire, Mgr. Perraud avait eu l'occasion de rappeler les paroles du grand évêque d'Orléans sur l'impiété de son siècle et sur les causes démoralisatrices qui gangrenaient la société.

« Les loges, disait alors Mgr. Dupanloup, sont de grands clubs électoraux. Là s'élaborent dans l'ombre des formules qui, au moment favorable, émergent au jour, passent dans la politique quand ses adeptes sont les maîtres, dans les lois. »

Après avoir cité ces paroles, Mgr. Perraud ajoutait :

« En 1867, écrivant à ce grand homme de bien qui fut pour lui un ami et souvent un auxiliaire, Augustin Cochin, l'évêque d'Orléans, signalait avec une tristesse pastorale et patriotique l'action néfaste de ce qu'il appelait *un ministère de la dépravation des esprits*. »

Cette fonction de « dépraver les esprits » que le député radical suisse, M. William Vogt, appliquait lui aussi dans son dernier volume à la franc-maçonnerie. M. Combes se l'est appliquée par une torture spéciale de la langue française. *Exercer un ministère ne veut plus dire désormais, d'après la grammaire, remplir une fonction quelconque, mais être ministre du cabinet Combes.*

Il est impossible de joindre à l'odieux rien de plus grotesque.

Sous la Révolution les terroristes supprimaient dans les noms tout ce qui évoquait l'idée divine ou monarchique, au point que M. de Saint-Cyr ne pouvoit s'appeler ni Saint ni Sire. M. Combes n'agit pas autrement quand il applique à sa fonction un terme générique qui, dans la circonstance, visait spécialement l'action de la franc-maçonnerie.

Il avait eu l'outrecuidance de demander au cardinal Perraud de désavouer ses paroles ; pour toute réponse l'éminent prélat le renvoya au texte imprimé de son discours.

Cette attitude pleine de dignité et de juste fierté a mis en rage l'homme qui avait joué jadis avec le sacerdoce sacré et s'était affublé d'une soutane pour s'attirer les sympathies de ses examinateurs de Rennes.

Mais sa fureur trouvait une autre cause dans la vérité incisive des paroles de Mgr. Dupanloup que rappelait le cardinal Perraud.

Membre de cette maçonnerie que flétrissait le discours de l'évêque d'Autun, il a obéi, en le frappant, aux ordres que lui donnaient les organes de la secte, car s'attaquer aujourd'hui à la franc-maçonnerie c'est s'attaquer au pouvoir lui-même. . . .

„Certes, s'il était cependant un évêque qui eût dû mériter, non pas les condescendances du gouvernement — Mgr. Perraud n'a pas à les rechercher — mais l'admiration et le respect, c'était l'éminent Prélat que les hommes de tous les partis entourent d'une unanime vénération, autant pour ses vertus que pour la noblesse et l'élévation de son talent.

Place au-dessus des luttes des partis, se consacrant exclusivement aux difficiles devoirs de son « ministère », répandant autour de lui les bienfaits de sa charité, Mgr. Perraud a toujours donné sur le siège qu'il illustre l'exemple de toutes les vertus. Devançant en quelque sorte la voix de Léon XIII, il a été un des premiers à demander aux catholiques d'accepter la Constitution républicaine.

Mais rien de tout cela ne pouvait désarmer les haines maçonniques.

Ce qu'on a voulu frapper en sa personne c'était l'indépendance de l'âme épiscopale qui peut bien se plier aux conditions

de la vie politique, mais non courber sa conscience religieuse devant les actes d'un pouvoir antichrétien.

Die nicht unterzeichnenden Bischöfe. *La Voix Nationale* vom 23. Oktober bringt gegenüber den der Petition fern gebliebenen Bischöfen einen scharfen Leiter unter dem Titel: *Leur malice.* Wir heben folgende Stellen heraus:

Mais il en est qui ont refusé de signer. Il en est trois, quatre ou cinq. Il n'importe. Et parmi ceux-ci il faut encore faire une distinction. Ceux qui refusent de signer purement et simplement, laissent du moins le champ libre à l'hypothèse. Ils pensent avoir des raisons supérieures de s'abstenir, de ces raisons que la raison ne connaît pas; et, comme nous n'avons pas le droit de les leur demander, car nous violerions ainsi le secret de leur conscience et nous leur refuserions une liberté dont nous voulons, le cas échéant, user nous-mêmes, il faut les laisser tranquilles. Le silence est toujours respectable.

Deux, en revanche, se sont excusés, et, comme ils se sont excusés publiquement, leurs excuses nous appartiennent. Elles sont perfides, incomplètes, détestables dans l'intention et insuffisantes dans la forme, par conséquent scandaleuses. C'est pourquoi nous en faisons ici l'analyse critique afin de montrer où elles tendent et où nous conduiraient, si on les laissait faire, les hommes qui les ont formulées.

Der Artikel wendet sich alsdann mit schneidender Schärfe gegen das öffentliche Schreiben des Bischofs Nordez von Dijon, dessen Haltung übrigens allüberall, auch in katholischen Kreisen, die schärfste Kritik erleidet (vgl. «Kirchen-Ztg.» Nr. 43 S. 375). Namentlich wird die Phrase, man hätte zuerst den Papst beraten sollen, glänzend widerlegt. Rom habe sein Möglichstes getan, sei aber gebunden, da es den Abbruch der diplomatischen Beziehungen, die Kündigung des Konkordates und die Trennung von Kirche und Staat — was alles noch ärgeren Zuständen rief — um jeden erlaubten Preis verhindern wolle.

«Il est évident que le pape, étant encore en relations diplomatiques avec le gouvernement français, ne pouvait, sans incorrection grave, donner un avis favorable à une manifestation de cette nature, encourager une protestation contre la politique de ce gouvernement. A chacun sa sphère. Le pape a, il avait à sa disposition l'action diplomatique, et nous savons qu'il en a usé plus copieusement qu'on ne le suppose généralement en France. En faisant transmettre au gouvernement français par le cardinal secrétaire d'État et par le nonce à Paris l'expression de sa pensée, il agissait comme Puissance constituée, comme Autorité internationale. Les évêques, au contraire, en signant une pétition aux pouvoirs publics, agissaient comme citoyens français, en vertu d'un droit constitutionnel qui n'est ni contesté ni contestable par personne. Les considère-t-on comme individus? leur droit de pétitionner est, en effet, indéniable. Les considère-t-on comme collectivité? ce même droit ne saurait souffrir de dénégation, car on le reconnaît et on l'accorde aux syndicats tant d'associés ou de professionnels que de fonctionnaires.

Si le pape avait émis une opinion favorable touchant l'opportunité de ce pétitionnement, il aurait commis un acte d'immixtion dans les affaires intérieures de l'État français, un acte d'agression contre le ministère régulièrement investi du pouvoir de gouverner notre pays.

Cet acte équivalait à la dénonciation du Concordat. Nous eussions compris ce conseil indirect, nous eussions respecté cette

opinion chez un intransigeant farouche, chez un prélat révolté par l'hypocrisie que le respect d'un traité suranné et gênant pour tout le monde impose aux meilleurs et aux plus francs. Mais de la part de Mgr. Fuzet et de Mgr. Le Nordez... Nous ne les savions pas anticoncordataires.

Dire au pape, en cette matière, comme le font Mgr. Fuzet et Mgr. Le Nordez: «Parlez le premier», c'est d'une ironie un peu lourde, et qui évoque invinciblement la pensée d'une impertinence ou d'une trahison. Le pape ne peut pas parler là-dessus, il ne peut parler ni le premier ni le dernier, à moins d'être décidé à rompre. Peut-être cette décision viendra-t-elle. Mais est-ce que Mgr. l'archevêque de Rouen et Mgr. l'évêque de Dijon sont, eux, juges de l'acte, et de son opportunité? Ils n'ont à considérer, chacun dans son coin, que le soin de leur diocèse. Les décisions d'ordre général, en ce qui regarde les relations de la Curie romaine avec le gouvernement français, échappent à leur compétence et même, en tant qu'évêques, à leur jugement. Donc, sur ce point, l'excuse est au moins perfide, dans la forme et dans le fond. Nous trouvons, malheureusement, autre chose que de la perfidie dans la justification écrite que Mgr. l'évêque de Dijon a cru devoir publier.»

Bischof Nordez hatte in seinem Rechtfertigungsschreiben bemerkt, die Petition der Bischöfe sei ungenügend und unwirksam. Er rief einer andern, weitergehenden Aktion. Der als regierungsfreundlich bekannte Bischof beschreibt aber die von ihm proponierte Aktion leider nicht klar und bestimmt. Darum begreift man einigermassen wenigstens die scharfen Worte der *Voix Nationale*:

Nous estimons, en effet, avec Mgr. Le Nordez, que, pour les catholiques aussi bien que pour tous les Français, résolus à ne se point laisser asservir par les sauvages du socialisme, résolus à défendre et à sauvegarder à tout prix leurs droits personnels, leur liberté mentale et la civilisation, que l'heure de la rhétorique est passée, et que l'heure de l'action individuelle sonne. Cette heure vient, où les plus éloquents discours du monde ne vaudront pas un coup de poing; où, comme le disait Drumont hier matin, deux ou trois cents moines qui se feront mettre en prison revendiqueront plus efficacement nos libertés que ne peuvent faire les orateurs les plus écoutés dans le Parlement, et même dans les chaires. Si même quelques évêques descendaient dans la rue, comme nous le souhaitons lors de l'application des décrets de M. Combes, s'ils provoquaient des réunions publiques où ils parleraient en qualité de citoyens, répudiant la qualité de fonctionnaire qu'on veut absolument leur imprimer au front, la situation politique et sociale, quelque embrouillée qu'elle semble, s'éclaircirait subitement. La nation comprendra, lorsqu'on lui parlera franchement.

Mais est-ce là le genre d'action que propose et conseille Mgr. Le Nordez? Point: c'est tout le contraire.

Il propose l'action occulte. Il demande que le troupeau passif des fidèles laisse à leurs pasteurs le soin de négocier. Il exige chez les catholiques une sorte de discipline dont la première condition serait l'aveuglement. Nous serions des moutons aveugles conduits, Dieu sait où! par des bergers à demi masqués.

Est-ce possible? Et Mgr. Le Nordez ne méconnaît-il pas et la liberté morale des catholiques, et la dignité des citoyens français, et la religion qu'il sert, et le temps où il vit? L'époque présente n'a qu'une vertu: c'est d'être une époque de contrôle et de controverse. Et nous nous interdirions de juger quelqu'un; nous abdiquerions notre faculté d'agir selon notre conception

des nécessités du moment présent, dans le plan de notre jugement individuel, et d'après les suggestions de notre conscience! Ceci dépasse la perfidie. C'est une conception de naïveté et d'orgueil véritablement inquiétante.

Am schärfsten wendet sich *La Libre Parole* gegen Mgr. Nordez und seine eigenartige Stellung hinsichtlich der Petition der Bischöfe, so in den Nummern vom 28. Oktober, vom 2. und 3. November, noch energischer gegen die Explikationen von Mgr. Fuzet, Erzbischof von Rouen (Nr. vom 29. Okt.) Am einstimmigsten ist die Opposition gegen den Bischof von Lavaï.

Das Memorandum des Bischofs Fouchet von Orléans. Gegenüber den von radikaler Seite erhobenen Vorwürfen, die 74 petitionierenden Bischöfe hätten Verfassung und Konkordat verletzt, ergeht das Mémoire au Conseil d'État par Mgr. Fouchet. Der «Univers» vom 1. November veröffentlicht durch sieben Grossspalten das apoletisch und juridisch hochinteressante Aktenstück. Dasselbe widerlegt auf das eingehendste, gestützt auf Konkordat, Gesetze und Verfassung, die gegen die Petition erhobenen Anklagen.

Wir geben das alles als Stimmungsbilder, um dem Leser nach allen Seiten hin ein selbständiges Urteil zu ermöglichen. Es müssen vielleicht nur da und dort einige Prozente abgezogen werden. Höchst erfreulich ist aber das allseitige Eintreten der unabhängigen Presse für die kirchlichen Freiheiten.

Archäologische Notiz.

In Rom wurde kürzlich die Tramlinie vollendet und dem Betriebe übergeben, die von der Piazza di Spagna aus unter dem Quirinalischen Hügel hindurch direkt nach dem Centralbahnhof führt. Beim Baue der Bahntracé stiess man an einzelnen Stellen, die früher frei lagen, im Laufe der Jahrhunderte aber mit hohem Schutte überdeckt wurden, auf verschiedene interessante Monumente aus Roms ältester Vergangenheit, die jeweilen in Fachzeitschriften publiziert wurden. Unter denselben findet sich auch ein bedeutsames Denkmal der altchristlichen Epoche. Die Römische Quartalschrift für christliche Altertumskunde und für Kirchengeschichte (herausgegeben von Mgr. Dr. Anton de Waal und Dr. Steph. Ehres) enthält darüber im Jahrgang 1901, 4. Heft, S. 389 folgende Notiz: «In der Nähe der Via XX Settembre stiess man in einer Tiefe von 1,60 m auf einen Mosaikboden, welcher ursprünglich eine Länge von 8,40 m auf eine Breite von 6,70 m hatte. In den vier Ecken und in der Mitte der beiden Langseiten sind grosse Henkelgefässe (canthari) dargestellt, aus welchen Laubwerk hervorgeht, das sich in grossen Voluten über die ganze Fläche verbreitet und convergiert gegen ein viereckiges Feld im obern Teile (auf etwa $\frac{2}{3}$ der Länge), nicht im Centrum des Bodens. In der Mitte des Feldes sieht man ein gleichschenkeliges Kreuz, dessen Arme, von zwei parallelen Reihen weisser Würfel gebildet, an den Enden in Voluten auslaufen. Diese Mittelfläche ist eingeschlossen von einem breiten viereckigen Rahmen, in welchem eine Menge von kleinen Fischen auf weissem Grund dargestellt sind. Der Mosaikboden, welcher etwa aus dem dritten Jahrhundert stammt, befand sich, wie die oben angegebenen Masse zeigen, in einem grossen Saal von etwa 56 Quadrat-

meter Fläche. Die ganze Dekoration ist einzigartig unter den zahlreichen, in Rom gefundenen Mosaikböden und zeigt Motive, welche nur in der christlichen Kunst vorkommen. Ferner ist der Umstand bemerkenswert, dass das Feld mit dem Kreuz nicht in der Mitte, sondern gegen die eine Schmalseite zu gelegen ist; das zeigt, dass die Aufmerksamkeit in besonderer Weise dorthin gelenkt werden sollte. Man wird deshalb nicht leicht die von Gatti (Bull. della Commiss. archeol. comunale 1901 p. 88 s.) aufgestellte Hypothese ablehnen, dass nämlich der Saal, in welchem der Mosaikboden sich befand, zur Abhaltung der liturgischen Versammlungen diente und dass eben an jener Schmalseite, wo das Kreuzornament sich befindet, der Altartisch aufgestellt war.»

W. Sch.

Verlasset die Verlassenen nicht!

Vor paar Jahren konvertierte im Armenhause zu H. eine unglückliche Frau. Ihr Mann hatte sie im Stiche gelassen; ihr kleines Kind ist bei fremden Leuten. Ich hatte stets Mitleid mit dieser armen Person; sie ist religiös gesinnt, aufrichtig, brav. Gegenwärtig lebt sie anderswo. Von dort schreibt sie mir unter anderem:

«Ich möchte gerne mit Ihnen mündlich sprechen; denn ich habe manchen Kummer auf dem Herzen, den ich dem jetzigen Beichtvater nicht offenbaren darf; er versteht mich nicht zu behandeln; er macht gar so schnell bei der hl. Beicht. Sobald ich die Sünden gesagt, fängt er die Lossprechung an; das Schlussgebet kann ich nie beten. Der Geistliche hat sehr viel Arbeit und keine Zeit zum Rat erteilen; habe ihn einmal in wichtiger Angelegenheit um Rat fragen wollen und wurde barsch abgewiesen; aber ich habe auch die Erfahrung gemacht, dass solche Geistliche für Leute, die stolz auf die Armen herabsehen, ganze Stunden Zeit haben zum Audienz geben. Die Armen sind halt immer verachtet. Hochw. Herr, ich habe das Kreuzlein verloren, das Sie mir früher geschenkt haben; ich getraue nicht, zum hiesigen Geistlichen zu gehen wegen eines Kreuzleins am Rosenkranz; ich habe Angst, er könnte mich wieder zurückweisen. Wenn man sonst schwer hat auf dem Herzen und noch barsch abgewiesen wird, so wird einem noch schwerer zu Mute; und wenn ich sehe, dass mich jemand verachtet, so fliehe ich solche Leute. Doch wenn ich niemand habe, so kann ich dem lieben Heiland alle Tage mein Herz ausschütten, in der Kirche, die ganz nahe ist.» — Es ist selbstverständlich, dass ich hiemit durchaus nicht gegen eine gewisse Kürze spreche, die bei aller pastoralen Liebe hie und da gegenüber Skrupulanten oder gar bei Personen, die den Beichtstuhl zu unnützen Rednereien und Kleinigkeitskrämereien brauchen wollen, sehr klug angebracht ist. Ich verstehe auch, dass man im Drange der Arbeit nicht alle kleinen Anliegen stets anhören kann. Ich sage bloss: Verlasset die Verlassenen nicht!

B.

Kirchen-Chronik.

Luzern. Jahresversammlung des Katholikenvereins des Kantons Luzern, am 17. November 1902 in Schöpfheim. Das Programm ist das folgende: I. Morgens 9 $\frac{1}{4}$ Uhr

Gottesdienst: Feierliches Amt, Festpredigt von Hochw. Herrn Domherr Wyss in Solothurn. II. Oeffentliche Versammlung in der Pfarrkirche; Referate: 1. «Christliche Armenpflege», von Herrn Nationalrat J. Schmid in Schüpfheim; 2. «Jugendschutz», von Hochw. Herrn H. Stocker, Generalsekretär des Vereins. III. Mittagessen im Gasthof zum «Kreuz». (Die Teilnehmer werden ersucht, bei ihrer Ankunft in Schüpfheim sogleich die Karten für das Mittagessen zu lösen.)

Das kantonale Komitee erlässt dabei folgenden Aufruf: Wir nehmen uns die Freiheit, Sie an die kantonale Versammlung des Katholikenvereins, die am 17. November, nach vorliegendem Programm, in Schüpfheim abgehalten wird, höflichst einzuladen und Sie zu bitten, ihren Einfluss dahin geltend zu machen, dass auch aus Ihrer Umgebung die Versammlung zahlreich besucht wird. Die Versammlungen sollen eine Manifestation des religiösen Lebens sein und zugleich ein öffentliches Bekenntnis unseres Glaubens. Das wird aber nur erreicht, wenn die Versammlung durch recht zahlreiche Beteiligung auch nach aussen einen möglichst grossartigen Charakter annimmt. Darum sei das Losungswort am 17. November: «Auf nach Schüpfheim!» Katholiken des Kantons! Es sind Fragen von eminent praktischer Bedeutung, die da zur Sprache kommen. Lasst Euch die kleine Auslage und Mühe nicht verdriessen, an der Versammlung, die jedem Teilnehmer zur Belehrung reichen wird, teilzunehmen. Sempach und Sursee, im Oktober 1902. Für das kantonale Komitee, der Präsident: J. Helfenstein, Grossrat; der Aktuar: J. Rogger, Redaktor.

Wir ersuchen den Klerus und einflussreiche Laienkreise des Kantons Luzern dringend, für einen möglichst zahlreichen Besuch aus allen Ständen und Klassen rechtzeitig tätig zu sein.

Oesterreich. Ueber die erfreulichen Wahlsiege der Christlich-Socialen und deren Bedeutung für das religiös-kirchliche Leben werden wir gelegentlich im Zusammenhang oder in einer kirchenpolitischen Rundschau berichten.

Deutschland. Kölner Erzbischofswahl. Aus der soeben, d. i. am 6. November, gefälligen Wahl des Domkapitels ging als erwählter Erzbischof von Köln hervor: Se. Bischöfliche Gnaden Herr Dr. Antonius Fischer, Weihbischof von Köln. Weihbischof Dr. Antonius Fischer wurde am 30. Mai 1840 in Jülich als der Sohn eines Lehrers an der Elementarschule geboren und nach Vollendung seiner Studien am Friedrich-Wilhelm-Gymnasium in Köln, an der Universität zu Bonn und der Akademie in Münster am 2. September 1863 zum Priester geweiht. Seine erste Anstellung erhielt er als Religionslehrer am Gymnasium in Essen, wo er 26 Jahre lang wirkte. 1886 erlangte er in Tübingen den Doktorgrad in der Theologie, da er sich der akademischen Lehrtätigkeit widmen wollte. Aber schon zwei Jahre darauf ward er in das Kölner Metropolitan-Kapitel berufen, am 14. Februar 1889 als Titularbischof von Julipolis und Weihbischof von Köln präkonisiert und am 1. Mai desselben Jahres vom Erzbischof Philippus im Kölner Dom zum Bischof geweiht. Nach dem Tode des Domdechanten und Generalvikars Dr. Kleinheidt wurde Weihbischof Fischer zum Domdechanten ernannt und als solcher am 21. Februar 1895 installiert. («Köln. Volksztg.»)

Kirchliche Ernennungen.

Auf die neuerrichtete Kaplanei in Hellbühl (Kanton Luzern) berief die dortige Kirchgemeinde-Versammlung als ersten Kaplan Hochw. Hrn. Jakob Otzenberger, bisher Kaplan in Bischofszell.

Totentafel.

Ausland. (Mitgeteilt.) Die «Schweizerische Kirchen-Zeitung» hat noch von einem Sterbefall Notiz zu nehmen, der kürzlich ausser der Schweiz stattfand und einen nichtschweizerischen Geistlichen betrifft. Es ist dies der hochw. Herr Hubert Winterer, Stadtpfarrer in Baden-Baden, verstorben im Alter von 63 Jahren, den 23. Oktober abhin.

Der früh Hingeschiedene war nämlich als junger Priester Kaplan in Säckingen, gerade zur Zeit des beginnenden Kulturkampfes, der vorerst im benachbarten Bistum Basel, bald hernach auch in Deutschland ausbrach. Hr. Winterer war Redaktor des «Säckinger Volksblatt» und trat als solcher nicht nur aufs entschiedenste für die Sache der hl. Kirche und des verfolgten Bischofs Lachat und des jurassischen Klerus auf, sondern sammelte durch sein Pressorgan auch bedeutende Unterstützungsgelder, die er meistens persönlich nach Solothurn überbrachte. Als dann der vom Staat gehätschelte Altkatholizismus auch im Badischen die Kirche arg bedrängte und selbst die Hauptkirche der FridolinStadt an sich riss, gab der heilige Eifer des jungen Redaktors Anlass, dass er zu zweimonatlicher Festungshaft in Rastatt wegen Pressvergehen verurteilt ward. Nichtsdestoweniger wurde er bald hernach Pfarrer in Rielasingen, dann in Triberg und schliesslich, im Jahre 1892, Stadtpfarrer in Baden-Baden. Sein Talent und sein edler Charakter fanden Anerkennung. Immer von schwächlicher Gesundheit, erlag er hier nach 10 Jahren einer unermüdlichen Pastoralitätigkeit.

Trauriger Tod eines Missionärs. Wir erhalten eben die «Katholische Rundschau» von Texas zugesandt, aus der wir folgende Mitteilung abdrucken:

Durch die bekannte Cook-Agentur langte die traurige Nachricht an, dass P. Nikolaus Frei, O.S.B., in Indien an der Cholera gestorben ist und zwar ganz allein und verlassen. P. Frei kam von Engelberg, Schweiz, in den siebziger Jahren nach Amerika und war einer der Gründer des Klosters Mount Angel, Oregon.

Bei dem zu damaliger Zeit herrschenden Priestermangel musste der Verstorbene bald Missionen übernehmen und verlassene Plätze versehen und zwar unter den allerschwerigsten und undankbarsten Verhältnissen. P. Frei war kein geborener Missionär, sondern ein geborener Gelehrter. Er hatte ausgezeichnete theologische Studien gemacht, so auch an der Universität in München, wo er Haneberg, Döllinger, Friedrich und andere bekannte Grössen als Professoren gehabt. Er widmete sich besonders der Kirchengeschichte und Archäologie und besass auf diesem Gebiete grosse und tiefe Kenntnisse, die er auch in Amerika, in einem neuen Kloster, verwenden zu können hoffte. Seine Hoffnungen wurden getäuscht, er musste wie die andern hinaus aus dem lieben Kloster ins harte Missionsleben, das ihm doppelt schwer fiel. Nichtsdestoweniger stellte er seinen Mann, arbeitete viel, baute Kirchen und Schulen, war viel auf Reisen, logierte einmal einen ganzen Winter im kalten Norden in einem elenden Stalle, fror oft in der Kirche und in seinem Hause, weil er zu schüchtern war, Holz zu betteln oder zu verlangen, war überhaupt viel zu bescheiden, zu ruhig und zu gut in den schwierigen amerikanischen Verhältnissen, in die er sich nie recht fügen konnte.

Kein Wunder, sehnte er sich immer nach der stillen Zelle, nach dem Mutterkloster, nach der schönen Bibliothek desselben. Er wäre schon längst dorthin zurückgekehrt, aber in seiner angeborenen Schüchternheit wollte er nicht darum bitten, auch wollte er sich das Geld zur Rückkehr selber verdienen. Endlich, nach 22jährigem, hartem Arbeiten hatte er so viel erspart, dass er die Reise wagen konnte, und auf Erlaubnis seiner Obern hin verliess er Amerika, um in sein Mutterkloster Engelberg in der Schweiz müde zurückzukehren.

Da er an der pazifischen Küste wohnte, wählte er den Weg über den pazifischen Ozean, um auf dem Heimweg das heilige Land, Monte-Cassino und Rom zu berühren und um seine Kennt-

nisse in Kirchengeschichte und Archäologie so noch zu bereichern und später in seinem Mutterkloster zu verwenden.

Gott wollte es anders.

Einsam und ganz verlassen starb er in Indien, von der schrecklichen Cholera ergriffen. Er, der da Tausenden armen, verlassen Kranken den letzten Trost und die letzten Sakramente gespendet, musste selbst dieses grossen Trostes entbehren. Wunderbar sind Gottes Wege. Es war sicherlich eine grosse Prüfung für die gute, kindliche Seele, eine Prüfung, die, wie wir hoffen, Gott zu seinem Besten über ihn hat kommen lassen. Ein hl. Franz Xaver und andere grosse hl. Missionäre starben unter ähnlichen Verhältnissen. Wahrhaft, es ist gut, dass es ein Jenseits gibt. Dort erst wird alles Gute vergolten.

Wir empfehlen den Verstorbenen recht sehr dem Gebete der Gläubigen.

R. I. P.

Die geistliche Prüfungskommission des Kantons Luzern

macht hiemit die Anzeige, dass die diesjährige Herbstprüfung für Bewerber auf geistliche Pfründen im Kanton Luzern auf Montag den 15. Dezember und die folgenden Tage angesetzt ist. Es wird geprüft aus Kirchengeschichte, Kirchenrecht und Pastoral. Die Hochw. Herren Examinanden sind ersucht, sich bis Montag den 15. Dezember, abends 6 Uhr, beim Präsidenten der Prüfungskommission, Hochw. Herrn Regens und bischöfl. Kommissar Dr. Fr. Segesser anzumelden und ihre Zeugnisse einzureichen.

Luzern, den 3. November 1902.

Im Auftrage der Prüfungskommission,
Der Aktuar: A. Meyenberg, Prof.

Aus Bischof Kettelers Geistesleben.

Menschenkraft vermag nichts auf einem so hohen geistigen Gebiete (d. i. der Seelsorge); aber daran liegt nichts; wenn wir nur die Gotteskraft, die in uns und durch uns wirken will, nicht behindern.

Inländische Mission.

a. Ordentliche Beiträge pro 1902:

Uebertrag laut Nr. 44: Fr.		53,875.90
Kt. Aargau: Von einem Geistlichen des Aargau	„	90.—
Neuenhof-Killwangen (inbegriffen 100 Fr. Legat von Witwe W.-V. von Neuenhof)	„	200.—
Kt. Appenzell I.-Rh.: Filiale Schlatt	„	18.—
Brülisau	„	100.—
Kt. Bern: Römisch-katholische Pfarrei Bern	„	197.43
Kt. St. Gallen: Amden	„	150.—
Kt. Glarus: Näfels 350, Missionspfarre Schwanden 73	„	423.—
Kt. Luzern: Stadt Luzern, Ungenannt durch H. Pfr. W.	„	100.—
Frl. J. Z.	„	5.—
Greppen 100, Meggen 203, Menznau, Gabe, 2	„	305.—
Kt. Schwyz (March): Innerthal	„	120.—
Kt. Solothurn: Obergösgen 20, Wangen b. O. 30	„	50.—
Kt. Thurgau: Leutmerken, Gabe von J. M.	„	50.—
Kt. Zug: Stadt Zug, Hauskollekte	„	1,043.—
Unterägeri, Hauskollekte	„	601.—
Hauptsee, Filiale von Oberägeri	„	70.—
Fr.		57,398.33

Luzern, den 5. November 1902.

Der Kassier: J. Duret, Propst.

Wir machen auf die in der „Kirchen-Zeitung“ regelmässig inserierenden Firmen aufmerksam.

Tarif pr. einspaltige Nonpareille-Zeile oder deren Raum:
Ganzjährige Inserate: 10 Cts. Vierteljähr. Inserate: 15 Cts.
Halb „ „ : 12 „ Einzelne „ : 20 „
* Bestehungswelle 26 mal. * Bestehungswelle 18 mal.

Inserate

TARIF FÜR REKLAMEN: Fr. 1.— pro Zeile
Auf unveränderte Wiederholung und grössere Inserate Rabatt.
Inseraten-Annahme spätestens Mittwoch abends.



Kirchliche Kunstanstalt
des
Josef Obletter
Bildhauer und Altarbauer
St. Ulrich, Gröden, Tirol, Europa
Ehrenmitglied der Königl. Kunstakademie
Telegramm-Adresse: Jobletter, Gröden, Tirol.
Heiligen-Statuen * Altäre * Kanzeln
Kreuzwegstationen
Für kunstgerechte Arbeit ist garantiert.
Nicht Convenierendes wird zurückgenommen.
Preisourant gratis und franko.



Im Fluge durch die Welt.
D.R.G.M.&P. Prämiirt Schutzmarke: Adlerpfeife.
sind die besten und wirkliche Gesundheitspfeifen!
Ueber 20 000 freiwillige glänzende Urteile aus unserm Kundenkreise.
Prämiirt: Münster i. W.: Goldene Medaille. München: Ehrendiplom und goldene Medaille. (Höchste Auszeichnung.)
Vorteile: Biogsame, unverwüsthliche Aluminumschläuche (Flexibels), Rauch und Sotter (Flüssigkeit) trennende Abgüsse (Wassersäcke) aus einem Stück mit Scheidewand. Innen glasiert. Höchste Reinlichkeit. Höchster Rauchgenuss.
Preise: Echt Weichsel ganzlang Fr. 6.25, lang Fr. 5.—, halblang Fr. 4.50, kurz Fr. 2.85, grüne Jagdpfeifen Fr. 3.—, Imkerpfeifen mit Funkenfänger Fr. 3.75, Ahorn, ganzlang Fr. 4.75, lang Fr. 3.75, u. s. w. complet.
Versand ab hier gegen Nachnahme. Bei Aufträgen von Fr. 15.— franco. Jeder Raucher verlange ausführliche Preisliste mit Abbildungen und vielen freiwilligen Zeugnissen umsonst und portofrei (Postkarte kostet 10 Cts. Porto) von
Eugen Krumme & Cie., Adlerpfeifenfabrik
Gummersbach (Deutschland) 21.

Wissmann-Hofstetter
17 Sternenplatz 17 LUZERN ☺☺ 1. Etage ☺☺
empfiehlt sich den Hochw. Herren Geistlichen zur Anfertigung von
Kompletten Anzügen Soutanen und Soutanellen
Grosse Collection von schwarzen Stoffen. * Garantiert gut-sitzender Schnitt, solideste Arbeit möglichst billige Preise und prompte Bedienung.

LUZERNISCHE GLASMALEREI
Vonnattstr. 46 -: DANNER & RENGGLI :- (Sälimatte)
empfiehlt sich der hochw. Geistlichkeit zur Anfertigung von bemalten Kirchenfenstern sowie Bleiverglasungen und Reparaturen. Preise mässig bei prompter Bedienung. Beste Zeugnisse. [18]

KIRCHENBLUMEN

(Fleurs d'églises)

sowie deren Bestandteile werden in schönster Ausführung und zu billigen Preisen geliefert von
A. BÄTTIG, BLUMENFABRIK, SEMPACH.

—) Kostenvoranschlag auf Wunsch. Referenzen zu Diensten. (

Räber & Cie.,

Buchdruckerei, Verlags- und Sortimentsbuchhandlung, Luzern.

In unserm Verlage erschien soeben:

Homiletische und katechetische Studien

im Geiste der heiligen Schrift und des Kirchenjahres

von A. Meyenberg, Professor der Theologie und Canonicus in Luzern. Ca. 900 Seiten. Preis: I. Lfrg. M 4. II. Lfrg. M 7.

Mit vorliegenden Studien legen wir dem Titl. Klerus ein Werk vor, dessen Erscheinen vielfach gewünscht und mit Ungeduld erwartet worden. Der Verfasser hat seine „Studien“ zu einem

Hand- und Quellenbuch

für Prediger und Seelsorger ausgearbeitet, wie es gedankenreicher und praktischer brauchbarer nicht leicht geboten wird.

Um eine rechtzeitige Benützung auf den Beginn des Kirchenjahres zu ermöglichen, entschlossen wir uns im Einverständnis mit dem Hochw. Herrn Verfasser, die Fertigstellung des Werkes nicht abzuwarten, sondern vorliegenden Teil als erste Lieferung herauszugeben. Weitere 300 Seiten sind bereits fertig gedruckt und der Rest wird in Kurzem ebenfalls fertig sein, so dass eine Verzögerung als ausgeschlossen zu betrachten ist.

Das ganze Werk wird ca. 900 Seiten umfassen und Fr. 13. 50 kosten.

Glasmalerei-Anstalt

von

Zürich II Fried. Berbig Zürich II
gegründet 1877

empfiehlt sich der Hochw. Geistlichkeit und kirchlichen Behörden zur Anfertigung aller Arten von kirchlichen Glasmalereien von den einfachsten Bleiverglasungen bis zu den reichsten Figurenfenstern in bekannter solider, stylistisch richtiger und künstlerischer Ausführung bei Verwendung von prima Material.

Specialität:

Fenster mit figürlichen Darstellungen in Grisaille Manier namentlich für Renaissance und Barockkirchen.

Auszeichnungen:

2 grosse Preise, 10 goldene und silberne Medaillen.

Anton Pustet, Verlagsbuchhandlung in Salzburg.

Für den Weihnachtstisch empfehle ich:

Bibel des alten und neuen Testaments

in fünfzig Bildern. Mit erläuterndem Text von Prof. Dr. Ignaz Rieder. Mit f. e. Approbation. — Quer-Oktav. — Ausgabe A (gebunden in Leinwand mit Goldprägung) Preis M. 3. 50. Ausgabe B (lose Tafeln in Mappe) Preis M. 3. 20.

Dieses Werkchen ist im hohen Masse geeignet, im Herzen unserer Kleinen die Liebe zu Gott zu erwecken und zu befestigen und sie in einfacher und anschaulicher Weise in der biblischen Geschichte zu unterrichten.

Am Tische des Herrn.

Sieben Erzählungen von Joh. Schmiederer. Mit Titelbild. — Preis gebunden in geschmackvollen Papierbänden. Gold- und Schwarzdruck M. 1. 40.

Ein besonders empfehlenswertes Festgeschenk für die Jugend, die sich für die erste heilige Kommunion vorbereitet.

Handbüchlein der Jugendspiele.

Zusammengestellt von einem Freunde der Jugend. Preis: steif broschiert M. 1. 20. Reicher Inhalt und leichtfassliche Spiel-Erläuterungen sind die Vorzüge dieses hübschen Werkchens.

Singt dem Herrn!

oder: Das Kirchenjahr in Liedern. Von Cordula Peregrina. (C. Wöhler.) Preis K. 3. —, M. 2. 80, geb. in eleg. Leinenbd. mit dreifarb. Deckenprägung K. 4. 80, M. 4. 30.

Durch Inhalt und Ausstattung ein hervorragendes Geschenkwerk.

Zu beziehen durch alle Buchhandlungen und durch die Verlagshandlung.

Wirklich vorteilhafte Bezugsquelle für Kirchenfenster ist die
Centralschweizerische Glasmalerei-Anstalt

Inselistrasse 8 Luzern b. Bahnhof.

P. S. Vorzügliche Zeugnisse von der hochw. Geistlichkeit.

Günstige Gelegenheit.

Für eine Kapelle oder kleinere Kirche sind zwei Fenster, Damast in Renaissance-Stil mit Spitzbogen, fast — neu — sehr billig zu verkaufen. (Hc 3866 Lz)
Auskunft beim kath. Pfarramt Steinerberg (Schwyz).

Gesucht

in ein Pfarrhaus (aufs Land) eine treue, zuverlässige

→ Haushälterin ←

gesetzten Alters. Eintritt sofort.

Ewig-Licht Patent

Guillon
ist bei richtigem Oele das beste u. vorteilhafteste. Beides liefert

Anton Achermann,
Stiftssekretär Luzern. 14
Viele Zeugnisse stehen zur Verfügung

Kirchenblumen

aller Art, liefert solid ausgeführt.
Amrein-Kunz, Blumengeschäft, Root.

Carl Sautier

in Luzern

Kapellplatz 10 — Erlacherhof
empfiehlt sich für alle ins Bankfach einschlagenden Geschäfte.

Kirchenteppeiche

in grösster Auswahl bei
Oscar Schüpfer, Weinmarkt,
Luzern.

In den Ehestand

tretenden Paaren bitten wir die Hochw. Herren Seelsorger zu empfehlen, das bei Räber & Cie. in Luzern in 5. und 6. Auflage erschienene Schriftchen: *Sechs Krüge Wasser oder Wein, ein christlicher Ehestand*, von Maxer Zücher. Eleg. kart. 60 Cts., franco 65 Cts., in sehr schönem Gebirgsband Fr. 1. 50. Bei gleichzeitiger Bezug eines Duzend br. 50 Cts., geb. Fr. 1. 30.

Wir bringen folgende Formulare für den Verein der christlichen Familie in freundliche Erinnerung:



Die heilige Familie.

Gebete für den Verein der hl. Familie: 4 Seiten zum Einlegen in Gebetbücher:

12 Stück 20 Cts.; 50 Stück 75 Cts.; 100 Stück Fr. 1. 20.

Kirchliche Verordnung über die Einführung und Leitung des Vereins der christlichen Familie.

1 Stück 10 Cts.; 12 Stück Fr. 1. 50; 50 Stück Fr. 3. 25; 100 Stück Fr. 6. —
Mitgliederverzeichnis, neue Auflage, bequemes Format; ermässigt Preis.

1 Bogen 10 Cts.; 12 Bogen 90 Cts.; 25 Bogen Fr. 1. 80.

Einbände werden prompt besorgt.

Bilder der hl. Familie in grösster Auswahl von 20 Cts. an. Besonders beliebt ist das Bild der hl. Familie nach P. Schmalz, Fr. 5. — in elegantem Goldrahmen Fr. 16. —, mit Porto und Verpackung Fr. 18;

Räber & Cie., Luzern.